



Déclaration intersyndicale au CAEN du 29 novembre 2023

Mesdames, Messieurs les membres du CAEN,

La réforme des lycées professionnels ne sera pas sans conséquences pour les élèves et les personnels. La voie professionnelle sous statut scolaire concerne 37% des élèves. Le LP concentre fortement des populations d'origine populaire, 57 % des élèves sont d'une « origine sociale défavorisée ». Les dernières annonces suite aux différentes bilatérales ministérielles ne rassurent en rien les personnels.

En effet, le ministère a dévoilé son projet d'une réforme systémique du baccalauréat professionnel dont la casse de la classe terminale pour la rentrée 2024.

Dans le contexte social tendu où personnels comme élèves ont besoin de sérénité, de plus et mieux d'école pour faire réussir tous les jeunes, ce projet constitue une véritable provocation contre les collègues et met en péril l'avenir des jeunes.

La première proposition de mise en place de groupes de niveau en seconde et en première, sans que ce soit des dédoublements aura pour conséquences une perte d'heures en enseignement professionnel, ne compensera pas les heures disciplinaires perdues avec la TVP (Transformation de la voie professionnelle) et serait une atteinte à la liberté pédagogique. La deuxième annonce consiste en une désorganisation totale de l'année de terminale BAC Pro avec un calendrier démentiel : 22 semaines de cours + 6 semaines de PFMP + 2 semaines d'examens + 6 semaines de diversification. Cette mesure serait synonyme d'explosion du groupe classe en terminale, d'arrêt des cours en mars. D'autre part, un calendrier identique pour tous les LP aboutirait à de graves difficultés pour trouver des lieux de PFMP. Enfin le retour des élèves souhaitant poursuivre leurs études en juin est plus qu'improbable à l'instar du calendrier du BAC général sur lequel d'ailleurs le ministère est revenu. Ce projet de réforme est une fois de plus totalement hors-sol ! Il ne tient pas compte du fonctionnement et de l'organisation de nos Lycées professionnels. Il ne tient pas compte de nos élèves et de leurs rythmes d'apprentissage. Ce n'est pas de plus d'entreprise dont nos élèves ont besoin mais de plus et de mieux d'École. Avec les familles de métiers, le bac pro a été déspecialisé et réduit à deux ans et demi ; avec ce projet de réforme, force est de constater qu'il va passer à deux ans !

Cette réforme, c'est renforcer la mainmise des entreprises sur la formation scolaire. Cette réforme veut insérer à tout prix dans les métiers en tension et d'avenir pour répondre aux objectifs politiques du plein emploi en 2027 alors que jamais ne sont évoqués la nature des contrats de travail, la qualification, le salaire, les conditions de travail et de sécurité. Cette logique adéquationniste a pour objectif et aura pour conséquence de nier les aspirations des jeunes et de les assigner aux seuls emplois de leur territoire.

Nous insistons, ce n'est ni l'intérêt des élèves ni celui des personnels qui conduit cette réforme. Avec les personnels, nous ne pouvons pas accepter que ce projet aboutisse : le ministère portera la lourde responsabilité d'un accroissement du décrochage scolaire, de résultats en baisse aux examens et de personnels totalement pressurés quand ils ont d'abord besoin de reconnaissance et de sens dans leur métier. C'est clairement une annualisation du temps de travail des PLP qui se profile et une attaque en règle contre nos statuts. Le ministère veut prendre de court les PLP, les élèves et leurs organisations représentatives dans un agenda très rapide : les textes devraient passer au Conseil supérieur de l'Éducation en décembre. C'est une nouvelle fois du mépris envers les PLP et de leurs syndicats.